

## BUDGET DE LA JUSTICE : PAROLES, PAROLES, PAROLES !

C'est une nouvelle fois, de façon tonitruante que le garde des Sceaux a annoncé le 27 septembre 2023 un budget exceptionnel pour le ministère de la Justice puisqu'il **dépasse les 10 milliards d'euros**.

Année après année, on nous affirme que l'augmentation des crédits est significative et qu'elle permettra une véritable amélioration de nos conditions de travail. Certes, ce rattrapage est nécessaire et le mouvement récent de nos collègues démontre bien qu'il est grand temps de s'en préoccuper. **Malheureusement, à force d'annoncer des montants toujours plus exceptionnels et de distribuer des miettes** à nos collègues personnels de greffe, la confiance est largement dépassée.

Le garde des Sceaux a également réaffirmé le recrutement de **1500 greffiers d'ici 2027**, ce qui était prévu dans la loi de programmation 2023-2027. La mise en œuvre de cette politique de recrutement se concrétisera dès 2024 avec 1307 professionnels qui rejoindront les services judiciaires dont 327 magistrats, **340 greffiers** et 400 attachés de justice (attachés de justice dont nous pensons que les postes devraient légitimement être occupés par des greffiers).

**Aucune annonce sur le recrutement de personnels des corps communs...ni de directeurs des services de greffe.**

Concernant le volet informatique, les crédits d'investissement augmenteront de 7,2%, atteignant 209 millions d'euros. Cette somme financera la poursuite du plan de numérisation de la justice, articulé autour de trois projets principaux : **le soutien des agents du ministère au travers du recrutement de techniciens informatiques de proximité, la modernisation des logiciels métier, et la procédure pénale numérique (PPN)**.

Nous espérons que le ministère, au mieux changera ses équipes de gestionnaires ou sa méthode. Ces promesses faites depuis des années n'aboutissent à rien! Que de crédits dépensés pour un résultat proche du néant! Si nous pouvons saluer la professionnalisation des fonctions de technicien informatique de proximité, nous déplorons la gestion calamiteuse de la modernisation des logiciels et la mise en œuvre de la PPN qui peine faute de volonté affirmée dans les juridictions et du côté des forces de sécurité intérieure.

S'agissant de l'action sociale, les crédits consacrés par le ministère augmenteront de 13% par rapport à 2023, pour atteindre **43 millions d'euros**. Encore faut-il qu'il y ait un véritable plan ambitieux de soutien à l'aide au logement notamment que nous réclamons vivement, un soutien à la petite enfance et à la prévention des risques.

Au delà de ces effets d'annonce, nous voulons que le ministère :

- procède à un **recrutement conséquent** de personnels de greffe
- poursuive la **revalorisation indiciaire et indemnitaire** de tous les personnels de greffe
- se préoccupe enfin de **l'amélioration des conditions de travail** avec un véritable plan pluriannuel et non à coup de crédits QVT dont les effets sont plus que discutables
- procède à un plan ambitieux **d'investissement immobilier** dans le cadre de la transition énergétique et d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite
- augmente les **crédits d'aménagement de poste**

Pour le bureau

Elise COMPANYY, secrétaire générale